



Précis Dalloz

institutions administratives

Organisation générale. Fonction publique.
Contentieux administratif. Intervention de
l'administration dans l'économie. Prix.
Planification. Aménagement du territoire.

Jean-Marie Auby
Robert Ducos-Ader

Quatrième édition



DALLOZ

PRÉCIS DALLOZ

Dr 26 ()

INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES

Organisation générale. Fonction publique.
Contentieux administratif.
Intervention de l'administration
dans l'économie.
Planification. Aménagement du territoire.
Prix.

Jean-Marie AUBY

Professeur à l'Université
de Bordeaux I
Président d'Université
honoraire
Doyen honoraire

Robert DUCOS-ADER

Professeur aux Universités
de Bordeaux I et de Paris-sud (XI)
Avocat à la Cour
de Bordeaux

5205 4/4

Quatrième édition

CENTRE UNIVERSITAIRE
DE TIZI-OUZOU

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE

DALLOZ

Dr 26 (4)

11, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05
1978

TABLE DES MATIÈRES

(Le premier chiffre renvoie au numéro du paragraphe,
le second à la page)

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — GÉNÉRALITÉS SUR L'ADMINISTRATION ET LES INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES	1
SECTION 1. — La notion d'administration	2
1. La fonction de l'administration.	2
2. Les organismes de l'administration.	5
3. L'extension de l'administration.	7
SECTION 2. — Les institutions administratives	11
4. La structure des institutions administratives	11
5. Le régime juridique des institutions administratives	11

LIVRE I

LES CADRES DE LA VIE ADMINISTRATIVE

TITRE I

LES NOTIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I. — LA NOTION DE PERSONNE ADMI- NISTRATIVE	19
SECTION 1. — L'intérêt de la notion de personne administrative.	20
6. Les avantages de la notion de personnalité administra- tive.	20
7. Les applications partielles de la personnalité administra- tive.	21

SECTION 2. — Les conditions d'existence de la personnalité administrative	21
8. La distinction de la personne administrative et des autres institutions.	21
9. Le principe de la distinction.	23
10. Les conséquences de la distinction.	26
SECTION 3. — La compétence des personnes administratives	27
11. La nature de la compétence des personnes administratives.	27
12. Le contenu de la compétence des personnes administratives.	28
CHAPITRE II. — LA NOTION DE SERVICE PUBLIC. 30	
SECTION 1. — Les diverses conceptions du service public	31
13. La terminologie.	31
§ 1. — <i>Le service public dans l'activité des personnes publiques</i>	31
14. Le critère du service public dans l'activité d'une personne publique.	32
15. Les conséquences attachées à l'existence d'un service public dans l'activité d'une personne publique.	36
§ 2. — <i>Le service public dans l'activité des personnes privées</i>	37
16. Le critère du service public dans l'activité d'une personne privée.	37
17. Les conséquences de la qualification de service public.	41
SECTION 2. — Les modes d'exécution des services publics par les personnes publiques	42
§ 1. — <i>L'exécution des services publics administratifs</i>	43
18. L'exécution des services publics en régie.	43
19. L'exécution des services publics par l'établissement public administratif.	47
§ 2. — <i>L'exécution des services publics industriels ou commerciaux</i>	54
20. L'exécution des services publics industriels et commerciaux en régie.	55
21. L'exécution des services publics industriels et commerciaux par un établissement public.	62

22. L'exécution des services publics industriels et commerciaux par un concessionnaire	70
§ 3. — <i>L'exécution des services publics sociaux</i>	72
23. La notion et le régime de service public social.	72
§ 4. — <i>L'exécution des services publics par des organismes professionnels</i>	73
24. Les caractères et le régime des services publics gérés par des organismes professionnels.	73
SECTION 3. — L'exécution des services publics administratifs par des établissements administratifs privés	76
25. Généralités.	76
26. Les sociétés à capital public. Sociétés nationalisées et autres.	77
27. Caractères juridiques des sociétés dont l'Etat est seul actionnaire.	79
28. Les sociétés d'économie mixte.	81

TITRE II

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

CHAPITRE I. — LES RAPPORTS ENTRE LES PERSONNES ADMINISTRATIVES	87
29. Généralités. Les relations juridiques à l'intérieur de l'administration.	87
SECTION 1. — Les procédés de répartition des pouvoirs entre les personnes administratives	88
30. La centralisation.	89
31. La déconcentration.	90
32. La décentralisation.	91
33. L'évolution du régime administratif français.	93
SECTION 2. — Les relations entre les personnes administratives	96
34. Généralités.	96
35. La tutelle administrative.	97
CHAPITRE II. — L'AMÉNAGEMENT TERRITORIAL DE L'ADMINISTRATION	100

SECTION 1. — La structuration territoriale dans l'administration française	100
36. Les circonscriptions territoriales de l'Etat	100
37. Les circonscriptions des collectivités territoriales autres que l'Etat	105
SECTION 2. — Les collectivités locales	109
38. Généralités	109
39. Le département	110
40. La commune	113
SECTION 3. — Les caractères actuels de l'organisation administrative du territoire	114
41. L'uniformité des personnes territoriales	114
42. La complexité des relations entre les personnes territoriales	115
CHAPITRE III. — LES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES DE L'ÉTAT : L'ADMINISTRATION CENTRALE	117
SECTION 1. — Les autorités exécutives de l'Etat	118
43. Le Président de la République	118
44. Le Premier Ministre	119
45. Les ministres	121
SECTION 2. — L'Administration centrale	124
46. Les services centraux	124
SECTION 3. — Les autorités délibérantes de l'Etat ..	125
47. Le Conseil d'Etat	126
48. Les organismes consultatifs spécialisés	127
CHAPITRE IV. — L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE L'ÉTAT. SERVICES LOCAUX (OU EXTÉRIEURS)	129
SECTION 1. — Les services de l'Etat dans la région ..	130
49. Le préfet de région	131
50. Les autres organes	133
SECTION 2. — Les services de l'Etat dans le département	135
51. Le préfet	135

SECTION 3. — Les services de l'État dans l'arrondissement et dans la commune	141
52. Le sous-préfet	141
53. Le maire	143
CHAPITRE V. — L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA RÉGION	145
SECTION 1. — La progression historique du régionalisme	146
54. Les courants d'opinion régionalistes	146
55. Les réalisations administratives en matière de régionalisme	148
56. La réforme de 1964 - Les circonscriptions d'action régionale et l'échec du référendum de 1969	151
SECTION 2. — La loi du 5 Juillet 1972 et la région	154
57. Le cadre géographique et institutionnel : la région	155
58. Les attributions de la région	156
59. Les organes de la région	157
60. Le régime financier	161
61. Les régimes spéciaux	161
CHAPITRE VI. — L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU DÉPARTEMENT	163
SECTION 1. — L'autorité délibérante : le conseil général	164
62. La composition du conseil général	164
63. Les attributions du conseil général	165
64. Le fonctionnement du conseil général	167
SECTION 2. — L'autorité exécutive du département : le préfet	170
65. La préparation des décisions du conseil général et de la commission départementale	170
66. L'exécution des décisions du conseil général et de la commission départementale	171
67. La direction des services administratifs du département ..	171
CHAPITRE VII. — L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA COMMUNE	172

SECTION 1. — Notions générales sur la commune	172
68. Historique de la commune	172
69. Caractères généraux de la commune	173
70. Le problème de la réforme du cadre communal	174
SECTION 2. — L'autorité délibérante : le conseil municipal	179
71. La composition du conseil municipal	179
72. Les attributions du conseil municipal	181
73. Le fonctionnement du conseil municipal	182
73 bis. Les contrôles exercés par le conseil municipal	183
SECTION 3. — L'autorité exécutive de la commune : le maire	186
74. Le statut personnel du maire	187
75. Les attributions du maire	188
76. L'exercice des attributions du maire	190
77. Les collaborateurs du maire	193
SECTION 4. — Les régimes spéciaux. Communes associées. Villes nouvelles. Sections de communes.	197
78. L'organisation administrative des communes associées	197
79. Les organismes de gestion des villes nouvelles	200
80. Les sections de commune	201
CHAPITRE VIII. — LE RÉGIME FINANCIER DES COLLECTIVITÉS LOCALES	203
81. Le régime budgétaire	203
82. Le régime fiscal	205
83. Les emprunts	207
CHAPITRE IX. — LES RÉGIMES ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX PARTICULIERS	209
84. Généralités	209
85. L'administration de Paris et de la région parisienne	210
86. L'administration de la ville de Lyon	214
87. L'administration de la ville de Marseille	214
88. L'administration des départements d'outre-mer	214
CHAPITRE X. — LES GROUPEMENTS DE PERSONNES PUBLIQUES	217
89. Généralités	217
90. Groupement de personnes administratives de même nature	219

91. Les syndicats de communes	221
92. Les districts	224
93. Les communautés urbaines	225
94. Les groupements entre personnes administratives différentes	229

LIVRE II

LE PERSONNEL ADMINISTRATIF

TITRE I

LES PROBLÈMES GÉNÉRAUX POSÉS
PAR LE PERSONNEL ADMINISTRATIF

95. Les problèmes politiques de la fonction publique	235
--	-----

CHAPITRE I. — **LES DIVERSES CATÉGORIES DE PERSONNEL**

SECTION 1. — Les collaborateurs occasionnels de l'administration	239
96. Les catégories de collaborateurs occasionnels	239
SECTION 2. — La distinction des agents publics et des salariés privés de l'administration	242
97. Le principe de la distinction	242
98. Conséquences de la distinction	245
SECTION 3. — Les agents contractuels de l'administration	246
99. Les agents contractuels de droit privé	246
99 bis. Les agents contractuels de droit public	247
SECTION 4. — Les agents publics statutaires non fonctionnaires	248
100. Les agents de droit public des collectivités locales et des chambres professionnelles	249
101. Le personnel de certains services publics d'Etat	249
102. Les agents publics non titularisés de l'Etat	250
103. Les officiers ministériels	252

SECTION 5. — Les fonctionnaires	253
104. La définition du fonctionnaire.....	253
CHAPITRE II. — LA SITUATION JURIDIQUE DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION	
105. Les controverses sur la situation juridique des agents de l'administration.....	257
106. Le régime statutaire.....	258
107. Le régime contractuel.....	259
108. Le régime applicable aux agents publics contractuels.....	259
109. Le régime applicable aux salariés privés de l'administration.....	261
CHAPITRE III. — L'ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	
SECTION 1. — Les principes	263
110. Le principe d'autorité. La hiérarchie administrative.....	263
111. La pénétration des principes démocratiques.....	266
SECTION 2. — Généralités sur le statut des fonctionnaires	268
112. L'évolution de la notion de statut.....	268
113. Le statut général et les statuts particuliers.....	270
SECTION 3. — Les organismes de gestion de la fonction publique	273
114. Les organes d'administration.....	274
115. Les organes de consultation.....	275

TITRE II

LE STATUT JURIDIQUE
DES FONCTIONNAIRES

CHAPITRE I. — LE RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES	
SECTION 1. — Les problèmes généraux de recrutement dans la fonction publique	281
116. Généralités.....	281
117. La normalisation des besoins de l'administration.....	282

SECTION 2. — Les conditions d'accès à la fonction publique	284
118. Le principe d'égalité admissibilité aux emplois publics.....	284
119. Les tempéraments au principe.....	286
120. Les conditions d'accès aux emplois publics.....	288
SECTION 3. — La sélection des candidats aux fonctions publiques	290
121. Les divers procédés de recrutement.....	290
122. La notion et le principe du concours.....	291
123. Le régime juridique du concours.....	293
124. L'organisation des concours.....	297
125. La formation des fonctionnaires.....	298
126. Le recrutement et la promotion interne.....	301
SECTION 4. — La nomination	302
127. Les conditions de validité de la nomination. Règles de compétence et de forme.....	302
128. Les conditions de validité de la nomination. Règles de fond.....	303
129. Le contrôle de la régularité de la nomination.....	306
130. Les effets de la nomination.....	307
131. L'installation.....	307
132. La nature juridique de la situation de fonctionnaire.....	308
CHAPITRE II. — LA CARRIÈRE DES FONCTIONNAIRES	
SECTION 1. — L'organisation des carrières dans la fonction publique	311
133. Les catégories de la fonction publique.....	311
134. Le corps.....	312
135. Le grade.....	313
136. Les emplois.....	314
137. La distinction du grade et de l'emploi.....	315
SECTION 2. — Les modifications dans la situation des fonctionnaires. L'avancement. Les changements d'affectation	317
138. La notation.....	317
139. L'avancement. Généralités.....	319
140. Le régime de l'avancement.....	321
141. Les changements d'affectation.....	324
SECTION 3. — Les positions du fonctionnaire vis-à-vis de l'administration	327
142. La position d'activité.....	327
143. Le détachement.....	328

144. La disponibilité.....	330
145. La position hors cadre.....	331
146. La position sous les drapeaux.....	332
SECTION 4. — Les avantages matériels du fonctionnaire.....	
	333
147. La rémunération d'activité.....	333
148. La pension de retraite.....	340
SECTION 5. — La cessation définitive des fonctions..	
	346
149. La démission.....	346
150. Le licenciement.....	347
151. La mise à la retraite.....	349
152. La révocation.....	350
CHAPITRE III. — LES OBLIGATIONS ET LES DROITS DES FONCTIONNAIRES.....	
	351
SECTION 1. — Les obligations du fonctionnaire.....	
	351
§ 1. — <i>Le contenu des obligations du fonctionnaire..</i>	
	352
153. Les obligations dans l'exercice des fonctions.....	352
154. Les obligations dans la vie privée.....	360
§ 2. — <i>La sanction des obligations du fonctionnaire. Le régime disciplinaire.....</i>	
	363
155. Le régime disciplinaire.....	363
156. La faute disciplinaire.....	364
157. La procédure disciplinaire.....	367
158. La sanction disciplinaire.....	374
SECTION 2. — Les droits du fonctionnaire.....	
	379
§ 1. — <i>Les droits exercés individuellement par les fonctionnaires.....</i>	
	380
159. La liberté d'opinion du fonctionnaire.....	380
160. Le droit de défendre les droits professionnels et les intérêts de carrière.....	384
161. La protection des fonctionnaires vis-à-vis des administrés.....	385
§ 2. — <i>Les droits exercés collectivement par les fonctionnaires.....</i>	
	387
162. Le droit de réunion.....	387
163. Le droit de groupement en association et en syndicat.....	388
164. Le droit de grève.....	391

LIVRE III

LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

165. La définition du contentieux administratif.....	407
166. Les sources du contentieux administratif.....	409
167. Les procédés non juridictionnels de règlement des litiges administratifs.....	410

TITRE I

LA JUSTICE EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE

CHAPITRE I. — LA DUALITÉ DE LA JUSTICE EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE.....	
	415
168. L'origine historique.....	416
169. Le maintien de la solution.....	417
170. Les conséquences de la dualité.....	418
CHAPITRE II. — LA RÉPARTITION DE LA COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE ENTRE LES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES ET LES JURIDICTIONS JUDICIAIRES.....	
	420
SECTION 1. — Le principe de répartition des compétences.....	
	421
171. L'évolution des critères de compétence.....	421
172. La solution actuelle.....	424
SECTION 2. — Les règles jurisprudentielles particulières.....	
	427
173. La compétence des juridictions judiciaires à propos des litiges concernant les actes judiciaires.....	427
174. La compétence de la juridiction judiciaire en cas d'atteinte administrative grave à la propriété privée et aux droits fondamentaux d'un individu.....	428
175. La compétence des juridictions judiciaires pour connaître par voie d'exception du sens ou de la légalité d'un acte administratif.....	430

SECTION 3. — Les règles particulières de compétence posées par des textes. La compétence par détermination de la loi	432
176. La compétence de la juridiction judiciaire	432
177. La compétence administrative par détermination de la loi	433
SECTION 4. — Les sanctions des règles de répartition des compétences. Le jugement des conflits d'attribution	433
178. Généralités	433
179. Le tribunal des conflits	434
180. Les conflits de compétence	435
181. Les conflits sur le fond : conflits de décisions	438
CHAPITRE III. — LES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES	439
SECTION 1. — Les diverses juridictions administratives	439
182. L'ordre juridictionnel administratif	439
183. Les relations entre les juridictions administratives	440
184. L'organisation des juridictions administratives	441
SECTION 2. — Les tribunaux administratifs	443
185. Evolution historique	443
186. L'organisation des tribunaux administratifs	444
187. Les attributions des tribunaux administratifs	445
SECTION 3. — Le Conseil d'Etat	447
188. Historique	448
189. Le personnel du Conseil d'Etat	449
190. L'organisation du Conseil d'Etat	452
191. Les attributions du Conseil d'Etat	454

TITRE II

LE FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE
EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE

CHAPITRE I. — L'ADMINISTRATION DEVANT LE JUGE	457
---	-----

192. Le domaine du contrôle exercé par le juge sur l'administration	457
193. La situation de l'administration dans l'instance contentieuse administrative. Le privilège du préalable	461
194. L'indépendance de l'administration vis-à-vis du juge	463

CHAPITRE II. — L'INSTANCE ADMINISTRATIVE
CONTENTIEUSE

SECTION 1. — Les sources et les caractères généraux de la procédure devant les juridictions administratives	466
195. Les sources de la procédure contentieuse administrative	466
196. Les caractères généraux de la procédure contentieuse administrative	467

SECTION 2. — Les conditions générales de recevabilité des recours	469
197. Conditions relatives au requérant	469
198. Conditions relatives au contenu du recours	470
199. Conditions relatives au délai du recours	471
200. Conditions relatives à la forme du recours	474

SECTION 3. — Le déroulement de l'instance	475
201. Le dépôt du recours et ses conséquences	475
202. L'instruction du recours	476
203. Le jugement	476
204. Les voies de recours	477
205. Les incidents de procédure	479

CHAPITRE III. — LES PRINCIPALES FORMES DU
CONTENTIEUX ADMINISTRATIF. LES RECOURS 481

SECTION 1. — Les contentieux de l'annulation et le recours pour excès de pouvoir	482
206. Généralités	482
§ 1. — Les conditions de recevabilité du recours pour excès de pouvoir	484
207. Généralités	484
208. Conditions relatives au requérant	485
209. Conditions relatives à l'acte attaqué	489
210. Conditions relatives à l'absence d'un recours parallèle	491
§ 2. — Les cas d'ouverture du recours pour excès de pouvoir	492
211. Généralités	492

212. L'auteur de l'acte (incompétence).....	493
213. L'objet de l'acte (violation de la loi).....	496
214. Le but de l'acte (détournement de pouvoir).....	497
215. Le motif de l'acte (illégalité ou inexistence des motifs) ..	499
216. La forme de l'acte (vice de forme ou de procédure)	501
§ 3. — <i>La décision du juge</i>	502
217. Le contenu de la décision.....	502
SECTION 2. — Les autres contentieux	504
218. Le contentieux de pleine juridiction ou plein contentieux	504
219. La mise en cause de la responsabilité extra-contractuelle de l'administration.....	508
220. Le contentieux de l'interprétation.....	518
221. Le contentieux de l'appréciation de validité.....	521
222. Le contentieux de la répression.....	522

LIVRE IV

L'ADMINISTRATION ET L'ÉCONOMIE

TITRE I

NOTIONS GÉNÉRALES SUR L'INTERVENTION
DE L'ADMINISTRATION DANS L'ÉCONOMIE

CHAPITRE I. — LES ORGANES DE L'INTERVEN- TION ÉCONOMIQUE	533
SECTION 1. — Les structures d'administration géné- rale de l'économie	533
223. Les institutions centrales.....	533
224. Les institutions régionales et départementales.....	539
SECTION 2. — Les organes publics d'intervention ..	541
225. Les organes administratifs d'intervention.....	542
226. Les organes financiers d'intervention.....	542
227. Les organes mixtes.....	547
SECTION 3. — Les organes privés ou semi-privés d'intervention	551

228. Les organes privés dans le domaine financier.....	552
229. Les organes privés d'intérêt professionnel.....	553
230. Les organes privés à caractère industriel et commercial.	555

CHAPITRE II. — LES MODALITÉS DE L'INTER-
VENTION ÉCONOMIQUE.....

SECTION 1. — L'intervention par voie réglementaire .	557
231. Les modalités d'intervention par voie législative ou régle- mentaire	557
232. Les limites de l'intervention par voie réglementaire....	560
233. Le contentieux de l'intervention par voie réglementaire.	565
SECTION 2. — L'intervention par voie contractuelle .	569
234. Les modalités d'intervention par voie contractuelle... ..	570
235. Le contrôle de l'intervention par voie contractuelle... ..	578
236. Le contentieux de l'intervention par voie contractuelle.	579

TITRE II

LA PLANIFICATION ÉCONOMIQUE

CHAPITRE I. — NOTIONS GÉNÉRALES SUR LA
PLANIFICATION

SECTION 1. — L'historique de la planification	586
237. L'évolution de la planification à l'échelon national....	587
238. L'évolution de la planification à l'échelon régional....	590
SECTION 2. — Les caractères généraux de la planifi- cation française	591
239. Le caractère indicatif de la planification française	591
240. Le caractère souple de la planification française.....	592

CHAPITRE II. — L'ÉLABORATION DU PLAN ET
SON CONTENU.....

SECTION 1. — La procédure d'élaboration du plan .	594
241. Les structures institutionnelles du plan.....	594
242. Le déroulement de l'élaboration du plan.....	598

SECTION 2. — Le contenu des plans	602
243. Les éléments du plan.....	602
244. La portée des dispositions des plans.....	603
245. La nature juridique des plans.....	605
CHAPITRE III. — L'EXÉCUTION DU PLAN ET SES TECHNIQUES	608
SECTION 1. — La procédure d'exécution du plan	608
246. Les organes d'exécution du plan.....	609
247. La vérification de l'exécution du plan.....	611
SECTION 2. — Les techniques d'exécution du plan	612
248. L'exécution du plan dans le secteur public.....	613
249. L'exécution du plan dans le secteur semi-public	615
250. L'exécution du plan dans le secteur privé.....	616

TITRE III

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

CHAPITRE I. — NOTIONS GÉNÉRALES SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	625
SECTION 1. — Historique de l'aménagement du territoire	626
251. Historique.....	626
SECTION 2. — Les caractères généraux de l'aménagement du territoire	630
252. Le fondement de l'aménagement du territoire.....	631
253. La signification de l'aménagement du territoire.....	633
254. La doctrine de l'aménagement du territoire.....	633
255. Le domaine de l'aménagement du territoire.....	634
CHAPITRE II. — L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	638
SECTION 1. — Les organes d'élaboration	638
256. Les organes nationaux de l'aménagement du territoire..	638
257. Les organes régionaux et locaux participant à l'aménagement du territoire	644
258. Les institutions spécialisées.....	647

SECTION 2. — Les instruments planifiés de l'aménagement du territoire	649
259. L'évolution des rapports entre la planification et l'aménagement du territoire et les divers textes de programmation	650
§ 1. — <i>Les schémas et les plans</i>	651
§ 2. — <i>Les programmes</i>	655
§ 3. — <i>La notion de « directive » d'aménagement du territoire</i>	660
CHAPITRE III. — LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	663
SECTION 1. — Les organes chargés de la mise en œuvre	664
260. Les structures d'administration générale.....	664
261. Les organismes spécialisés.....	665
SECTION 2. — Les techniques de mise en œuvre de l'aménagement du territoire	676
262. Les créations de l'administration.....	676
263. Les techniques de contrainte.....	679
264. Les techniques d'incitation	683
265. Les techniques contractuelles ou quasi contractuelles... ..	688
SECTION 3. — Les objectifs actuels de l'aménagement du territoire (VI^e et VII^e Plans)	690
Sous-section 1. — Les objectifs du VI^e Plan	690
266. Le schéma général d'aménagement de la France.....	690
267. L'aménagement du développement.....	692
Sous-section 2. — Les programmes d'action prioritaires du VII^e Plan	704
268. Les programmes d'action prioritaires.....	705

TITRE IV

LE RÉGIME DES PRIX

BIBLIOGRAPHIE	725
CHAPITRE I. — HISTOIRE DE LA RÉGLEMENTATION DES PRIX EN FRANCE	730

269. Historique.	730
SECTION 1. — L'alternance de la taxation et de la liberté (1939-1972)	730
§ 1. — <i>Blocage et taxation générale des prix</i> (1939-1947)	730
§ 2. — <i>Libéralisation et normalisation des taxations</i> (1948).	732
§ 3. — <i>Blocages successifs, taxations souples et engagements de stabilité</i> (1948-1972)	732
SECTION 2. — L'incidence de la C.E.E., la politique des prix et les accords de programmation (1972-1976)	735
§ 1. — <i>L'incidence des dispositions de la C.E.E.</i>	735
§ 2. — <i>La politique contractuelle des prix</i> (1972-1976).	737
SECTION 3. — Le plan de redressement économique dit Plan Barre ou le gel des prix (1976)	738
CHAPITRE II. — LES MODALITÉS GÉNÉRALES DU DROIT DES PRIX	743
270. Le champ d'application de la réglementation des prix ...	743
271. Les principes généraux de la réglementation des prix selon l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945	747
CHAPITRE III. — LES MODES D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX.	750
SECTION 1. — La procédure d'établissement des prix. 750	
272. Les autorités compétentes	750
273. L'instruction des « dossiers de prix »	752
274. Les modalités de la décision	753
275. Le contrôle juridictionnel de la décision	756
SECTION 2. — La politique actuelle en matière de prix.	759
276. Les diverses techniques employées par le Gouvernement.	759

CHAPITRE IV. — L'ASSAINISSEMENT DU MARCHÉ PAR L'INTERDICTION ET LA RÉGLEMENTATION DE CERTAINES PRATIQUES COMMERCIALES.	762
277. Les interdictions.	762
278. Les réglementations	768
CHAPITRE V. — LA RÉPRESSION DES INFRACTIONS ÉCONOMIQUES	773
279. Les infractions économiques	773
280. La procédure en matière d'infractions économiques	775
281. Les sanctions.	777
INDEX ALPHABÉTIQUE	779
TABLE DES MATIÈRES	787